

publiques et privées qui répondent aux besoins des hospitaliers et des hôpitaux. Elles doivent aider les investissements de capacité des entreprises qui fabriquent les respirateurs artificiels qui manquent aux hôpitaux, et celles qui fabriquent les masques et les gants de protection.

Par ailleurs, la BCE a annoncé qu'elle injecterait 1 000 milliards d'euros supplémentaires en rachats de titres de dettes publiques et privées sur les marchés pour assurer la liquidité du système économique. Octroyée sans critères sociaux, cette manne financière ne servira, comme en 2007-2010, qu'à alimenter la spéculation des marchés financiers, et ne sera pas utile à la lutte contre le virus. Pour contrer cela, une large part de cette création monétaire doit être directement orientée vers le financement des dépenses actuelles des hôpitaux européens. Tous les pays européens ont besoin de ces crédits pour investir dans la recherche médicale, pour acheter ce dont ils ont besoin pour faire face au virus. Et plus généralement, elle pourrait abonder un Fonds européen écologique, social et solidaire de financement des services publics en Europe qui pourrait être une source de financement d'un Pôle public européen du médicament dont la collaboration mondiale des laboratoires de recherche sur le virus est une ébauche, et dont nous pourrions tous profiter.

Cette pandémie doit nous permettre d'ouvrir collectivement les yeux pour une alternative politique. Que ce soient les politiques d'austérité et de baisse des coûts sociaux et fiscaux des entreprises qui ont réduit les moyens d'intervention sanitaire du pays. Que ce soient aussi les politiques de désindustrialisation et les délocalisations industrielles parce que pas assez profitables pour les actionnaires et les marchés, qui

ont dépouillé le pays des moyens techniques et médicaux de cette intervention sanitaire; par exemple, la production des masques, de la nivaquine, des respirateurs artificiels... sont parties à l'étranger ou sont en train de fermer en France – l'usine française Plaintel fabricante de masques revenue en 2010 à Honeywell (États-Unis) a fermé ses portes – l'usine Famar, fabricante française de plusieurs produits pharmaceutique en France, dont la chloroquine, est en liquidation judiciaire par manque de rentabilité. Cette logique économique qui privilégie la rentabilité des capitaux investis à la réponse aux besoins des populations et du développement de tous et de chacun est un handicap. Cela a été constaté dans le champ de l'écologie où, comme l'a déjà dit Nicolas Hulot, l'expérience montre que l'écologie est incompatible avec notre système économique libéral, la hausse des taux de profit ne rime pas avec la protection de l'environnement. Et cela nous saute aujourd'hui aux yeux dans le champ sanitaire et son cortège de morts. Et il faut le dire dès aujourd'hui, cela nous explosera au visage demain avec les conséquences de la crise économique et financière amplifiées par la crise sanitaire qui d'ores et déjà postule un développement massif comme jamais vu du chômage. Il est désormais impératif, c'est notre responsabilité politique, de poser les bases dans le débat public d'une société, d'un modèle économique qui placent l'humain et la planète au cœur de son fonctionnement, et non la recherche obsessionnelle du profit et la satisfaction des appétits de la finance.

Ce changement de logique, c'est cela qui construira l'unité nationale face au covid-19. Pas l'esprit de guerre dont s'est habillé le Président de la République. ■

De la tragédie des EHPAD à l'exigence d'une nouvelle civilisation pour tous les âges

Collectif « Retraités » du PCF

Mis en danger face au covid-19 par la restriction des dépenses destinées à préserver leur autonomie, les « seniors » sont des citoyennes et des citoyens à part entière. Le reconnaître exige de s'attaquer aux logiques de la domination du capital.

Les ravages du covid-19 parmi les retraité-e-s et personnes âgées sont une tragédie aussi bien pour les personnes confinées dans les EHPAD (plus du tiers des victimes) ou dans des structures d'accueil ou de soin, que celles confinées à domicile en ayant recours à des structures de service à la personne.

Tous les spécialistes en conviennent : le confinement total est le prix du manque de moyens, notamment à l'hôpital, dû à l'incurie des gouvernements qui se sont succédé depuis trente ans.

Depuis nombre d'années, nous dénonçons le manque de moyens affectés aux EHPAD ainsi qu'aux services aux personnes à domicile.

300 000 emplois qualifiés dans la filière gériatrique (soit 100 000 par an sur 3 ans), et 100 000 pour le secteur à domicile, sont nécessaires pour répondre aux besoins. Et il faut ajouter 100 000 emplois pour les hôpitaux publics.

Ainsi, le président de la fédération hospitalière de France, dans une lettre adressée au ministre de la Santé Olivier Véran, appelle à mobiliser « beaucoup plus de ressources humaines », cette demande constituant pour lui une « priorité » que les directions des Agences régionales santé « doivent relayer ».

Dominique Libault, président du Haut-conseil du financement de la protection sociale et médiateur pour une future loi « Grand âge », a reconnu que les EHPAD sont confrontés à cette crise sanitaire dans des conditions d'autant plus précaires qu'ils avaient, pour la plupart, des difficultés à se doter de personnels permanents, qualifiés et en nombre suffisant. Il évoque aussi le nombre de métiers (médecins, infirmier-e-s de nuit, psychologues...), difficilement exercés à plein temps dans les EHPAD. Il insiste sur l'urgence d'instaurer une loi « Grand âge » promise par Emmanuel Macron pour 2019.

Le risque d'isolement menaçant les retraité-e-s, aggravé par le confinement, accentue la perte d'autonomie dont un grand nombre sont victimes.

En raison de la pénurie de moyens, le gouvernement a décidé de mesures scandaleuses vis-à-vis des personnes qui résident en EHPAD, en les isolant dans leur chambre et en interdisant l'accès aux familles. Il faut avoir conscience que le confinement a des conséquences sur l'état psychologique des personnes. Il s'agit aussi d'une restriction des libertés.

Le Comité consultatif national d'éthique, saisi par l'association des directeurs d'établissement au service des personnes âgées, a d'ailleurs rendu un avis critique sur ces décisions.

Plutôt qu'un isolement général de toutes les personnes, n'aurait-il pas mieux valu les tester en amont et n'isoler que celles atteintes par le virus ?

La pénurie de tests n'a pas permis cette procédure pourtant pratiquée en période de grippe saisonnière. Cibler les personnes positives permettrait d'éviter d'imposer à toutes les personnes de rester seules dans leur chambre durant des semaines, voire des mois. Les autres personnes pourraient circuler un peu. On concilierait ainsi impératif éthique et sanitaire. Dans cette situation de confinement intégral, certains résident-e-s se nourrissent moins, d'autres développent des troubles du comportement. Cela ajoute des problèmes de santé mal supportés, avec des incidences catastrophiques au-delà du cas du virus.

Discrimination et ségrégation des « vieilles et des vieux »

Le dernier discours du président Macron prévoyant un déconfinement à partir du 11 mai, sauf pour les « seniors », vient aggraver encore cette situation. En plus d'une ségrégation et une discrimination confirmées, le gouvernement amplifie l'idée de retraité-e-s et personnes âgées inutiles, voire nuisibles à la nation, les transformant en pestiféré-e-s. L'âge vient à nouveau au premier plan comme critère au lieu de retenir l'état de santé des personnes quel que soit l'âge.

Pourtant, les retraité-e-s sont des citoyen-ne-s à part entière. Les retraité-e-s participent aux tâches d'entraide et de solidarité. Des retraité-e-s du secteur de la santé ont repris du service face au coronavirus.

Dans notre société mondialisée où le but suprême est la rentabilité financière maximum, la présence de personnes hors travail contraint est vilipendée, même si « dans le même temps » Emmanuel Macron baratine sur les « jours heureux », le programme du Conseil national de la Résistance qui portait la création de la Sécurité sociale et du système de retraite par répartition.

« Le jour d'après », c'est maintenant.

De même que le programme des « jours heureux » s'est construit durant la guerre, c'est dans les conditions actuelles qu'il faut penser et bâtir une autre société, une nouvelle civilisation pour tous les âges, solidaire, fraternelle, intergénérationnelle. ■

